

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle Chronique, Eolien & Sites et sols pollués  
17 rue de la Plaine des Isles  
89000 AUXERRE

Auxerre, le 5 mai 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CINTRAX**

51 route de Montargis  
89300 Joigny

Références : 230218  
Code AIOT : 0005401377

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/03/2023 dans l'établissement CINTRAX implanté 51 route de Montargis 89300 Joigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente inspection fait suite aux non-conformités qui avaient été constatées lors de la visite du 04 novembre 2020 sur le site de la société CINTRAX ainsi qu'aux pollutions identifiées dans le diagnostic de la qualité des sols de la société DEKRA en date du 27/10/2021.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CINTRAX
- 51 route de Montargis 89300 Joigny
- Code AIOT : 0005401377
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise CINTRAX bénéficiait d'une autorisation d'exploiter actée par l'arrêté préfectoral du 13 février 1996 pour exercer des activités de mécanique industrielle (travaux de cintrage de tubes et profilés, d'assemblage de métaux d'usinage et de tous travaux connexes ou similaires).

Le mandataire judiciaire a notifié, par courrier du 05 novembre 2020 à Monsieur le Préfet de l'Yonne, la cessation totale de l'activité de la société SA CINTRAX.

Le bâtiment qui abritait les activités et dont CINTRAX a été propriétaire, a été vendu selon l'ordonnance du Juge-Commissaire du 28 novembre 2019, au profit du Hoding GUERNET qui exerce des activités dans des bâtiments jouxtant celui qui appartenait à CINTRAX. Cette vente, de gré à gré, a été régularisée, selon acte notarié du 13 juillet 2020.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Cessation totale d'activité	Code de l'environnement du 08/03/2023, article R.512-39-1-2-3	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des investigations complémentaires sont attendues.

## 2-4) Fiches de constats

<b>N° 1 : Cessation totale d'activité</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/03/2023, article R.512-39-1-2-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation totale d'activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article R.512-39-1 du Code de l'Environnement</p> <p>I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à 6 mois dans le cas des installations visées à l'article R.512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R.512-39-2 et R.512-39-3</p> <p>Article R.512-39-2 du Code de l'Environnement</p> <p>I- Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>II- Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.</p> <p>L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.</p> <p>III- A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au II et après expiration des délais prévus au IV et au V, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.</p> <p>IV- Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et au propriétaire du terrain, dans un délai de quatre mois à compter de la notification</p>

du désaccord mentionnée au troisième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage prévu au III avec l'usage futur de la zone tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions de types d'usage pour le site.

V- Dans un délai de deux mois après réception du mémoire, ou de sa propre initiative dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord prévue au troisième alinéa du II, et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et du propriétaire des terrains, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée selon les critères mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1. Il fixe le ou les types d'usage qui devront être pris en compte par l'exploitant pour déterminer les mesures de remise en état.

Article R.512-39-3 du Code de l'Environnement

I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article [R. 512-75-1](#) et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, [...] le mémoire comporte notamment :

1° Le diagnostic défini à l'article [R. 556-2](#) ;

2° Les objectifs de réhabilitation ;

3° Un plan de gestion [...]

**Constats** : Suite à la visite d'inspection, le mandataire judiciaire a notifié, par courrier du 05 novembre 2020 à Monsieur le Préfet de l'Yonne, la cessation totale de l'activité de la société SA CINTRAX.

Le bâtiment qui abritait les activités et dont CINTRAX a été propriétaire, a été vendu selon ordonnance du Juge-Commissaire du 28 novembre 2019, au profit du Hoding Guernet qui exerce des activités dans des bâtiments jouxtant celui qui appartenait à CINTRAX. Cette vente, de gré à gré, a été régularisée, selon acte notarié du 13 juillet 2020.

L'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées le diagnostic de la qualité des sols en date du 27/12/2021 réalisé par l'entreprise DEKRA.

DEKRA recommande de procéder à un diagnostic complet des cuves enterrées en procédant au pompage des carburants, à leur dégazage, nettoyage et inertage si celles-ci sont amenées à rester en place.

Le rapport fait état de plusieurs impacts localisés.

Les hydrocarbures totaux sont détectés dans les 22 échantillons analysés à l'exception de S14 (2,5 – 3). Les concentrations varient entre 16,4 et 23 200mg/kg.

A l'intérieur des bâtiments, un sondage sur quatre présente des fortes teneurs sur l'horizon intermédiaire S4 (1,8-3 m). Ces dernières n'ont pas été confirmées sur l'horizon inférieur. De plus, il s'agit essentiellement des fractions lourdes des HCT (>C16), donc peu volatiles. Une dalle de 10 cm recouvre cette zone investiguée autour du sondage S4.

Les échantillons prélevés à proximité de cuves enterrées à l'Est du site montrent les plus fortes concentrations dont les teneurs témoignent que les cuves ont eu un impact sur la qualité des terres environnantes, sur les horizons de surface et inférieurs (sondages S5 et S7) ; ces fortes teneurs confirment les constats organoleptiques de terrain (odeurs HCT).

Au niveau du débourbeur/déshuileur, l'échantillon de surface S9 (0-1 m) montre également un impact en hydrocarbures assimilés à des huiles avec essentiellement des fractions lourdes (>c16).

Enfin un dernier sondage, réalisé également à proximité de trois cuves enterrées, au nord du site, montre sur l'horizon profond S11 (4,5-6 m) une teneur élevée en hydrocarbures.

Sur les 22 échantillons analysés, seuls 3 présentent des concentrations en BTEX supérieures aux limites de quantification du laboratoire. Les concentrations sur ces trois échantillons varient de 0,1 à 8,39mg/kg. L'échantillon S5 (1,7 - 2,7), à proximité de cuves enterrées à l'Est du site présente la concentration la plus élevée associée à une forte teneur en HCT.

L'exploitant doit :

- faire procéder à des investigations complémentaires des sols afin de circonscrire les anomalies mises en évidence dans le diagnostic susvisé, notamment autour des cuves enterrées et du débourbeur/déshuileur situés à l'est du site (S5, S7 et S9) et des trois cuves enterrées situées au nord du site (S11) ;
- faire procéder à la mise en sécurité desdites cuves en procédant au pompage des carburants, à leur dégazage, nettoyage et inertage si celles-ci sont amenées à rester en place ;
- faire réaliser un plan de gestion.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 30 jours